



Le Communiste DE PARIS

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste (SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE)

66, Faubourg St-Martin ■ Tél. Botzaris 85-88 ■ Permanence tous les jours de 17 h. à 20 h.

A LA DERNIERE SEANCE DE LA LEGISLATURE, TOUTE LA CHAMBRE DES DEPUTES, DE L'EXTREME-DROITE A L'EXTREME-GAUCHE COMMUNISTE COMPRISE, A VOTE SIX MILLIARDS D'INFLATION. AU TITRE DE LA DEFENSE NATIONALE. (SILENCE DU POPULAIRE-HUMANITE).

« Le groupe du Parti au Parlement marquera son irréductibilité à la politique de la bourgeoisie en repoussant tout vote du budget. » (Charte du Parti socialiste S. F. I. O.; charte du Parti Communiste S. F. I. C.).

NOTRE POLITIQUE



Les premiers pas de notre Parti sont salués de hurlements farouches par les loups du capital. Le *Matin*, en un roman-feuille dont il a le secret, attire sur notre activité « l'attention gouvernementale ». Mais ce sont principalement les feuilles chargées de faire l'opinion dans les régions militaires qui hurlent le plus fort. Jugeons-en par des extraits de *La Lorraine* :

LA CLIQUE TROTSKY fait ses débuts dans notre ville

Depuis quelques jours déjà, nombre de commerçants et simples particuliers ont eu l'occasion d'arrêter, au matin, de la façade de leurs demeures, des « papillons » d'un type nouveau qui y avaient été apposés pendant la nuit. D'assez grandes dimensions, imprimés en deux couleurs (noir et rouge) sur un papier parchemin d'excellente qualité, ces papillons portent le texte que voici :

TRAVAILLEUR !

Bourgeois français et allemands préparant un nouveau 1914. Souviens-toi des paroles de Liebknecht : *L'ennemi est dans notre propre pays.* Forme les groupes d'Action révolutionnaire contre la guerre et l'Union sacrée. Prépare la fraternisation avec tes frères des autres pays. Traître à la classe ouvrière celui qui s'appelle à défendre « la Patrie bourgeoise » au nom de la lutte contre le fascisme. Le Parti Communiste Internationaliste. Les Groupes d'Action Révolutionnaire. Chaque vendredi, lis *La Commune*.

Pour en revenir à notre ville de Metz, il est inconcevable que le placardage des papillons dont nous reproduisons un spécimen ait pu se poursuivre impunément au cours des nuits passées sans que la police mette la main sur un seul des adeptes de Trotsky. Il y a lieu d'espérer que ces répétitions stimuleront la vigilance des Français dignes de ce nom : en montrant tout l'odieux de ces Asiatiques.

Les cris de haine farouche de nos ennemis justifient notre activité et stimulent notre ardeur ! C'est en effet sur la « ligne bleue des Vosges » que nos cellules doivent poursuivre leur pénétration. Nous nous sommes fixés pour tâche d'organiser la défaite de notre bourgeoisie, les centres vitaux de la mobilisation capitaliste doivent être systématiquement désinfectés du chauvinisme !

La victoire des masses travailleuses commencera avec la défaite de la classe ennemie, de son Etat, de sa Patrie. Entre l'exploiteur et l'exploité, c'est une question de force ; le moment où l'ennemi est affaibli est celui le plus propice !

Chaque jour, sur la « ligne bleue des Vosges », des deux côtés du Rhin, montent des colonnes kaki ou gris fer ; ainsi se rapprochent des millions d'hommes que bourgeois français et allemands voudront jeter les uns contre les autres. Chaque jour de préparation à la guerre sera pour nous un jour de plus pour les débarrasser du chauvinisme, pour en faire les artisans de la défaite de leurs patries, pour les « réconcilier » dans une haine farouche de leurs chefs !

La période électorale sera pour nous l'occasion de faire pénétrer l'internationalisme dans les masses exploitées votant, ou non, parmi les troupes dont les armes sont plus efficaces qu'un bulletin...

Notre campagne politique sera une campagne contre l'Etat bourgeois, sa Patrie, son Parlement ! Classe contre classe dans tous les pays pour abattre la bourgeoisie !



LE CAPITALISTE. — Ils ont des programmes différents, mais le même pour moi. (Fragment d'une affiche de Cabrol pour les élections législatives de 1925 : « L'éternel cartel socialo-radicalo-nationalo-capitaliste ».)

Classe contre Classe!

Cinquante années de mœurs parlementaires et de démocratie frelatée ont créé en France une situation de fait dont un parti révolutionnaire ne peut pas ne pas tenir compte. La campagne électorale est désormais virtuellement ouverte, dans une confusion inextricable pleine de périls pour la classe ouvrière et paysanne, et sous le signe du Front Populaire va s'accomplir une escroquerie politique de large envergure qui ne déparera pas la lignée des précédentes campagnes, effectuées sous les signes successifs de l'Union Nationale, de Poincaré le Sauveur, du Bloc des Gauches.

Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que la prochaine promotion parlementaire fut baptisée : *promotion du Front Populaire* si la masse décisive des travailleurs de la ville et des champs, suffisamment instruite et aguerrie, avait eu la possibilité de se constituer en véritables comités de Front Populaire soucieux de contrôler ses élus, et capable de faire craquer la défroque parlementaire la démonstration étant faite que, quel que soit le signe sous le

quel est émise une Chambre, c'est toujours la bourgeoisie qui exerce sa dictature.

Il n'en est rien. L'électeur, et aussi le non-électeur, vont assister au match *Front National Populaire* contre *Front Populaire National*, et applaudir l'équipe de leur choix qui aura mission d'appliquer à leurs dépens les lois répressives, les décrets-lois plus ou moins humanisés, les budgets de guerre et de famine... Et quelle que soit l'issue du match, c'est dans la classique confusion des Bleus et des Blancs, des Gauches et des Droites que chômage, misère, fascisme, guerre et piraterie coloniale continueront de régner.

Les bureaucraties stalinienne et social-démocrate organisent donc la chasse à l'électeur dans les tirés du Front Populaire, et le puissant courant populaire servira à balayer les salles de vote et à charrier des programmes vaseux !

C'est pour hisser le drapeau de classe, le programme révolutionnaire qui guident vers les victoires décisives, c'est pour donner aux masses labo-

rieuses le moyen de remonter le courant que nous abordons, nous aussi, la campagne électorale.

Nous sommes assez fiers de notre doctrine pour ce faire et pour dominer le marécage électoral sans craindre un enlèvement. Nous irons aux élections partout où nos forces naissantes le permettront et sans nous préoccuper du résultat électoral immédiat.

Sur le mot d'ordre : *Classe contre classe*, avec tout ce qu'il contient d'organisation et de lutte, nous soulevons le rassemblement des masses exploitées contre la bourgeoisie exploitatrice et contre ceux qui la servent.

Nous chercherons à gagner les suffrages ouvriers et paysans parce que chaque voix sur notre programme révolutionnaire, c'est l'embryon d'un îlot de résistance au courant chauvin et nationaliste.

Nous nous désistons au second tour devant le candidat prolétarien le plus favorisé, sans atténuer la violence de nos critiques, par unique souci

de favoriser l'expérience des travailleurs qui auraient voté pour ce candidat.

Et seuls devant tous les partis politiques, nous n'oublions pas DANS LA CAMPAGNE ELECTORALE, LA LUTTE CONTRE LA GUERRE, LA LUTTE CONTRE LES CANAILLES FASCISTES, L'ACTION DE CLASSE ET L'UNITE REVOLUTIONNAIRE SONT UNE NECESSITE QUOTIDIENNE.

Seuls aussi devant tous les partis politiques, nous n'irons pas seulement vers le travailleur qui vote, mais vers tous les travailleurs que le prétendu suffrage universel met hors la loi : La femme, le jeune, le soldat, l'ouvrier.

IL FAUT QUE LES PARIAS D'AUJOURD'HUI SOIENT, DEMAIN, LES MAITRES.

Il faut que, demain, la Chambre soit occupée par les délégués d'ouvriers, et les Conseils Paysans. Notre mot d'ordre, répétons-le, sera : *Classe contre classe*, pour la marche au pouvoir !

LES NOTRES



Charles DELESCLUZE

Cet ancien proscrit de l'Empire avait 65 ans lorsque éclata l'insurrection de la Commune de Paris. Malgré une bronchite aiguë qu'il avait aggravée son récent emprisonnement dans le donjon de Vincennes (22 janvier), Delescluze, député du 19^e arrondissement, prend une part active non seulement aux journées de mars mais à la lutte contre Versailles. Membre du Comité de Salut Public, puis délégué à la guerre, c'est lui l'auteur du projet sur les otages : « A l'exécution d'un otage par Versailles, la Commune répliquera par l'exécution de trois », dit le projet.

Les séances de l'Assemblée parisienne, déconçues, stériles, l'atristaient. Il parla un jour de se retirer ; mais il suffit de lui dire que son départ causerait préjudice à la cause du peuple, pour qu'il décidât de rester.

Jusqu'au bout, ce vieillard, « dévoué au peuple sans phrases et malgré tout » (Lissaguray) lutta à son poste de combat et conformément au mandat qu'il avait reçu de la population du 19^e et de la Commune. Il tomba foudroyé par la mitraille à l'une des barricades de la place du Château-d'Eau...

« Ne pleurons pas nos frères tombés héroïquement », avait-il dit en avril lors des obsèques des premiers combattants de Neully. « Jurons de continuer leur œuvre ».

Nous pouvons reprendre ces mâles paroles à propos de la mort courageuse du commandant Delescluze.

LA REDPRESSION SOUS SARRAUT

L'instruction judiciaire contre La Commune continue. Révolution, pour le même délit, est également poursuivie à deux reprises. Populaire et Humanité ne souffrent ni, pas plus d'ailleurs que les autres journaux se réclamant de la classe ouvrière. La répression ne fera que s'accroître et les révolutionnaires doivent organiser au plus tôt leur solidarité. Le Parti se fixe pour tâche de jeter les bases de cette organisation de défense contre la répression bourgeoise, en rupture complète avec le S.R.L., qui est de plus en plus la façade d'un humanitaire d'une politique d'appui au P.C. au gouvernement qui systématise la répression.

Deux de nos militants ont été arrêtés et sont poursuivis à Metz pour avoir apposé nos papillons contre la guerre.

Levaque est déféré devant le tribunal correctionnel et de tous côtés des organisations ouvrières nous viennent des marques de solidarité à son égard.

SOUS STALINE

Poursuivant leur campagne contre la répression contre-révolutionnaire en U.R.S.S., G.A.R. et P.C.I. ont décidé d'informer très largement leurs militants sur cette répression. Une assemblée privée d'information aura lieu à Paris le 4 avril, à 20 h. 30, à la Mutualité, où sera formé un Comité de soutien.

Mobilisation pour le samedi 4. Amenez à la réunion des sympathisants, le 4 commencera la campagne de solidarité avec les bolchéviks-léninistes russes!

Dans tous les coins préparés des délégations ouvrières aux légations d'U.R.S.S., aux consulats ! Réclamez l'autorisation de se rendre ensuite en U.R.S.S. pour une délégation ouvrière. Posez des questions sur cette répression aux amis de l'U.R.S.S., candidats aux élections !

LES BRIGANDS IMPÉRIALISTES NÉGOCIENT

La IV^e Internationale fera entendre la voix du prolétariat révolutionnaire



U cours de la crise actuelle, le point culminant de la tension internationale est dépassé ; on est entré dans la voie des pourparlers et, bien qu'il soit impossible d'exclure la possibilité d'une déflagration au cours de ceux-ci, il apparaît beaucoup plus probable qu'on trouvera un accord momentané, encore plus instable que les précédents.

C'est l'Angleterre qui a donné le grand coup de frein. Non par pacifisme, répétons-le, mais par nécessité temporaire. L'U.R.S.S. par l'intermédiaire de Molotov et du Temps, a affirmé sa solidarité envers la France capitaliste. Mais l'impérialisme français est déclinant, il ne peut conserver ses rapines de Versailles et, malgré l'appui de l'Union soviétique, a dû s'incliner devant le fait accompli et se contenter des condamnations platoniques des diplomates.

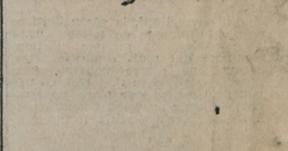
Pendant que l'Europe cherche péniblement une voie, que le capitalisme ne peut lui trouver, l'Amérique fortifiée sa puissance, s'apprêtant à la renforcer en temps de guerre comme en temps de paix, aux dépens d'une Europe déchirée par les frontières des vieux Etats capitalistes.

Que sortira-t-il des négociations officielles et officieuses ? Et quand aboutiront-elles ? Rien ne permet encore sur ces points, de donner la moindre réponse ; mais ce qu'il est nécessaire d'affirmer, c'est que tout se déroule sous le signe de la guerre.

Nous avons dit, la semaine dernière, que la droite essaie de profiter de l'échec du gouvernement, de l'échec du Front populaire en politique extérieure, pour regagner du terrain. Les partis du Front populaire, pour parer au coup, ont lancé à la droite l'accusation de défaitisme ; elle était dans les discours de Flandin ; la presse est intervenue ensuite contre le député de droite Nadaillac.

Mais ni les uns ni les autres n'ont poussé leurs coups trop fort pour se faire bien mal. Il y a les nécessités électorales, mais il y a surtout l'union sacrée qui s'affirme pour les instants décisifs.

La voix du prolétariat international, ce sont les Jouhaux, les Ci-



LA COMEDIE REPUBLICAINE

Allons, encore quelques semaines d'efforts avant la « réconciliation générale ».

coups de burin

D'un article de Gilton, dans l'Humanité du mardi 24, a propos du programme communiste :

« Nos propositions, notre programme financier sont entièrement réalisables dans les cadres du régime actuel. »

Elles ne nécessitent pas la révolution, elle visent à un but plus modeste, plus immédiat.

« Et M. Marin qui fut voilà 16 années l'auteur de propositions semblables ne me démentira pas. »

Je n'ai pas loisir de rechercher ce que le P.C. nussant dit y a 16 ans pensait des propositions de M. Marin. Je serais sans doute intéressé. Mais je constate que ce parti qui fut l'espoir des masses révolutionnaires rend aujourd'hui des points à l'écrivain pour se retrouver sur les positions du réactionnaire incluant M. Marin.

Si la machine stalinienne n'a plus qu'une direction fautive et dirigée, elle possède du moins une marche arrière à toute épreuve... et les bureaucrates bien nourris du P.C. connaissent la manière de s'en servir... Qu'en pensez-vous, vieux militant des cellules de la base ?

trine et les ministres de rois de la II^e Internationale, les jaunes de tous les pays qui ont prétendu l'exprimer à Londres ; et les gens de la III^e Internationale ont seulement regretté de n'avoir pas été admis à hurler à la guerre avec les chiens du capital.

La voix du prolétariat, c'est la IV^e Internationale qui peut, seule, la faire entendre. Il n'est que temps de rassembler une conférence internationale de constitution de la IV^e Internationale, rassemblant, unifiant l'avant-garde mondiale préparant la révolution mondiale, seul obstacle à la guerre.



NOS CORRESPONDANTS OUVRIERS

Le lock-out de Berliet à Lyon

Le lundi 16 mars, les ouvriers de BC3 à Venissieux apprennent que l'on avait embauché à l'outilage des ouvriers au tarif de 5 fr. 25 de l'heure alors qu'aucun ouvrier travaillant dans l'atelier ne gagnait 5 francs de l'heure. Aussitôt une délégation est désignée pour aller trouver la direction et demander une augmentation de salaire pour tous les autres ouvriers. Refus brutal de la direction de recevoir la délégation. Grève des bras croisés à l'outilage BC3. La direction licencie les 45 ouvriers qui ont cessé le travail. Ils s'adressent au Syndicat qui décide d'élargir le conflit, non pas à toute l'usine, mais seulement à l'atelier de BC3, c'est-à-dire environ 600 ouvriers. Pourquoi n'avons-nous pas entendu le conflit à toute la boîte immédiatement ?

Très peu de syndiqués dans la boîte. Il a fallu travailler pendant des années pour arriver à constituer quelques sections et éviter la répression dans cette boîte où la police et le mouchardage sont supérieurement organisés ; nous ne voulions pas risquer de voir détruire en un jour tout ce travail en faisant vider les canotiers syndiqués par un mouvement qui pouvait ne pas être suivi.

Il n'y a jamais eu de mouvement de grève chez Berliet, même pas en 1920. Ceux qui s'absentent le 1^{er} mai sont vidés :

1^o La main-d'œuvre qualifiée, c'est-à-dire les ouvriers qui ont des connaissances et qui ont fait des études, sont en très petit nombre par rapport à l'ensemble du personnel.

Les manoeuvres spécialisés sont les plus nombreux et, d'autre part, près de la moitié du personnel habite les campagnes environnantes et n'a pas accès à la propagande syndicale. Cette partie du personnel a toujours constitué l'élément le plus dangereux pour nous.

Cependant, nous savions que le mécontentement allait croissant dans toute la boîte et depuis des années

déjà, à la suite des baisses successives de salaires et de l'aggravation continue des conditions de travail. Nous avons donc décidé une réunion du personnel de toute la boîte pour le lendemain, c'est-à-dire le mardi 17 et une décision de grève générale serait prise si la réunion permettait d'espérer la possibilité d'un tel mouvement. En attendant, les ouvriers licenciés et tout le personnel devait reprendre le travail le mardi matin comme à l'habitude, envoyer une délégation à la direction à 8 heures pour présenter un cahier de revendications pour BC3. En cas de refus de la part de la direction : grève sur le tas pour BC3. Ces mots d'ordre furent exécutés, mais le mouvement de BC3 fut suivi par d'autres ateliers comme DG3, Central Soudure et la forge.

La réunion du mardi soir à la Bourse réunit 800 ouvriers et l'on décida la grève générale sur le tas. Après avoir présenté un cahier de revendications rapidement élaboré. Le travail reprit le mercredi matin, sauf pour les ateliers déjà en mouvement qui restèrent dans la boîte. A 8 h. 30, une délégation de 11 membres présenta le cahier et fut invitée à se représenter à 14 h. 30 pour répondre. Aussitôt, la grève sur le tas fut générale dans toute la boîte. Réunion dans la cour. A midi, on tenta de fermer les portes, elles sont aussitôt rouvertes par le personnel qui entre dans la boîte et tient des réunions. Entrevue à 2 h. 30 sans résultat. Nouveau rendez-vous pour 16 h. 30. Sans résultat. Nouveau rendez-vous pour le lendemain 10 heures.

Le jeudi, les portes sont fermées. C'est le lock-out. Le personnel se réunit à la Maison du Peuple ; l'enthousiasme est général, le mouvement est unanime. A dix heures, la direction fait demander la délégation ouvrière sans résultat.

(Lire la suite en 3^e page)

d'une semaine à l'autre

DANS LE MONDE

Danger de guerre en Extrême-Orient

ENDANT que les pourparlers se poursuivent à Londres pour trouver un accord bien provisoire en Europe, la menace de guerre grandit en Extrême-Orient.

Certes, les paroles de paix, de conciliation ne manquent pas. Le ministre japonais Hirota vient d'en prononcer ; il a même parlé de son ami Molotov. Mais au même moment, des troupes japonaises franchissent, avec mitrailleuses, la frontière soviétique ; et des conflits armés se produisent. Il en a fallu souvent bien moins pour déclencher une guerre.

L'écrasement de la Révolution chinoise a rendu plus difficile la défense de la Révolution d'octobre. La paix, elle ne dépend pas des fausses déclarations d'amitié ni des accords militaires, mais de l'action révolutionnaire seule.

On vote en Allemagne

Les régimes dictatoriaux ont aussi recours à des manifestations électorales. Hitler sait se faire plébisciter. Dans quelques jours, des millions de voix vont justifier ses actes.

Et tous les démocrates de caquer : c'est par la contrainte, c'est par la violence qu'il réalise cette unanimité. Mais, cela ne peut tout expliquer. Le fascisme sait porter au maximum, à un degré inouï, cette destruction du sens de classe que réalise, dans nos plus larges démocraties, la grande presse, la radio, le cinéma, tous les moyens de corruption employés par la bourgeoisie. Mais tous les droits de l'homme, tous les légalistes du front populaire ne comprennent pas que les résultats des votes sont dépendants de l'action directe.

On désarme...

Une conférence navale siège à Londres depuis des semaines. Quel-

ques diplomates et quelques amiraux y ont trouvé une sinécure. Il faut tout de même aboutir à quelque chose de temps à autre. Un accord sera donc signé entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il ne limitera rien et confirmera simplement la course aux armements.

Le Georges-Leygues vient d'être lancé.

Nouveaux blocs

Un accord vient d'être signé à Rome, entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie. Ces Etats qui avaient déjà des liens entre eux ont profité du trouble actuel pour les resserrer et former un groupement permanent, à la manière de la Petite-Entente.

L'édifice versaillais s'écroulant totalement, des impérialismes se dépêchent de constituer des blocs, de s'épauler les uns contre d'autres. L'Italie veut barrer la route de Vienne à Hitler. En fin de compte, c'est par leurs armes que les impérialismes régleront leurs différends.

Le Front populaire en Espagne

Les difficultés commencent. Elles n'ont pas encore gagné les larges masses ; elles s'expriment entre les partis, plus exactement au sein des sommets des partis. Ainsi, c'est la plus grande pagaye dans le P.S. espagnol (notez le silence prudent du Populaire).

Une gauche avec Caballero s'est formée ; mais cette gauche s'orientait pour l'instant vers les maréchaux du stalinisme.

Le parti ouvrier d'unification marxiste, qui s'est laissé prendre dans le front populaire, essaie de s'en tirer ; mais, outre que c'est assez difficile de le faire, cela ne lui permet pas de se poser avec eux des masses avec force comme le candidat révolutionnaire au pouvoir. Ce parti connaîtra aussi des crises. Notre parti aidera les éléments marxistes qui se manifestent à mener la lutte pour un parti révolutionnaire débarrassé de toute équivoque.

Le socialisme des imbéciles

En Algérie, les Croix de Feu ont innové l'antisémitisme. Jusqu'à présent le colon s'était vanté de ne pas recourir à la doctrine raciste et prétendait accueillir « tous les Français patriotes, même israéli-

CHEZ L'ENNEMI

Casimir la Canaille et ses acolytes redoublent d'activité

4 mois après la journée des dupes

La semaine passée, on a pu assister à un réveil de l'activité extérieure des troupes de Casimir-la-Canaille ! Nous disons extérieure car, jamais depuis la « journée des dupes » (cette expression a été reprise par Le Populaire du 24 mars !) les Croix de Feu n'avaient ralenti leur travail d'infiltration — ouvrant notamment des permanences dans les quartiers ouvriers de Paris et se livrant à un embauchage massif de sans-travail.

Cette semaine donc ont repris les opérations de concentration, les caravanes motorisées évoluant de nuit, le tout assaisonné de remises de fanions, d'exhibitions publicitaires du colon et de gestes symboliques... Les Vosges, l'Alsace, la Haute-Garonne, la Loire, le Pas-de-Calais, l'Yonne, les Pyrénées-Orientales, du Nord au Sud, en a alerté les « sections », exalté un chauvinisme déjà porté au blanc par les derniers événements extérieurs et vitupéré les « salopards »...

Ils s'entraînent sans arrêt

Leurs caravanes n'évoluent plus de jour comme l'an dernier, mais de nuit. A plusieurs reprises, des camarades sortant de réunions ont surpris ces promenades nocturnes : au Perreux, à Bondy ; nous devons signaler à ce sujet que le passage de ces messieurs dans les localités ouvrières de banlieue n'a donné lieu à aucune alerte par sirène ! Alors, pourquoi se gênerait-on ?

Même spectacle en province : à Lille (1.000 autos), à Lens (où l'an dernier les ouvriers empêchèrent leur venue), à Douvrain (où ils se sont payé le luxe de tabasser le dirigeant local du front populaire), en Algérie, au Maroc. Le prolétariat marocain a toutefois relevé le gant et a réagi sagement aux provocations des sbires à Casimir.

« Le socialisme des imbéciles »

En Algérie, les Croix de Feu ont innové l'antisémitisme. Jusqu'à présent le colon s'était vanté de ne pas recourir à la doctrine raciste et prétendait accueillir « tous les Français patriotes, même israéli-

Mais le vide de son programme social l'oblige à adopter — timidement encore mais effectivement — toute une logomachie antijuive qui, comme disait Engels, sert de socialisme aux imbéciles.

Jusqu'ici Casimir-la-Canaille a opéré en champ restreint : il essayait son antisémitisme en Algérie... pour voir...

Où en sont les autres ligues ?

Du coup, le colon coupe l'herbe sous les pieds du sinistre crétin giffé qui a nom Jean-Renaud, lequel « faisait » surtout dans l'action antisémitaire. Taittinger, son compère, malgré l'appoint qui représente un quotidien (L'Ami du Peuple) recruté assez peu. De même Buecard qui compte sur les démissionnaires du Front Populaire pour sortir de son actuelle stagnation.

A noter toutefois les tournées de Dorgères et de ses chemises vertes ; leur démagogie est cependant loin de donner les résultats escomptés. Cette semaine, à Soutz près de Guebwiller, les pros du coin les ont même sérieusement « agrafés ».

Décidément les Croix de Feu sont seuls à progresser. C'est pourquoi les « dissous » de l'A. F. y sont allés pour novater et introduire leurs méthodes d'armement systématique.

La comédie du désarmement...

Cela a permis à Sarraut et à Delbos de faire un simulacre de désarmement qui a abouti à... des enquêtes sur des dépôts d'armes à Nice et à Paris. Histoire de faire risette à la majorité-front-populaire du gouvernement !... qui, satisfait, amuse le tapis avec les mitrailleuses allemandes et les parablumms « made in Germany » !

Nous serons donc les seuls à répéter sans nous lasser : au plomb fasciste, ripostons par le plomb. Aux armes fascistes opposons les mêmes armes. Le prolétariat doit s'armer et s'organiser en milices. Devant celles-ci, les bandes hétérogènes de Casimir-la-Canaille s'égaieront comme poussière...

BONDY

Des Croix de feu qui ont besoin de la réconciliation nationale pour réorganiser leurs troupes autour d'un Front National populaire (qu'ils disent), se sentent



tant maintenant aussi fort que le Front populaire national composé de prolétaires et de faux « gens de cœur » si chers aux stalinistes. Viennent de reprendre le cours de leurs balades militaires motorisées et étaient dans nos murs au début de cette semaine.

Est-ce que le maire communiste Varagnat a eu peur d'être suspendu ? Le dispositif de contre-offensive prolétarienne n'a pas fonctionné.

Que sont devenues les sirènes qui devaient donner l'alarme ? Aurait-elles été achetées pour servir à de futures manœuvres de défense passive et non-tourmentées que dans ce cas ?

Ou est-ce que, fort des appels lancés dans les municipalités rouges aux portemonnaies des fameux gens de cœur, les canailles à Casimir estiment que le versement d'une amorce aux misères leur confère l'impunité dans la ceinture rouge de Paris ?

LE COLONEL DE LA ROCQUE A LAMBERSART

Le sinistre chef des Croix de feu, continuant la série de ses expéditions, est venu palatiner hier à proximité de Lille. Cinq mille de ses partisans étaient rassemblés pour écouter un de ses habituels discours sur la prochaine instauration du fascisme en France.

Le parti staliniste avait convoqué ses hommes de confiance, mais les garda en réserve, sans doute pour éviter des incidents. Mais nous ne pouvons que condamner de telles méthodes qui par leur caractère de passivité permettent le développement de la propagande fasciste. La tâche principale du rayon de Lille du P.C.F. sera, en attendant cette politique du moindre mal, d'en faire comprendre tous les dangers à la classe ouvrière qui se groupant derrière notre organisation, écrasera la vermine fasciste.

CORNILLE.

NOTRE MEETING de la Salle Albouy

Le meeting contre l'union sacrée, organisé vendredi 24 mars, salle Albouy, par le Parti communiste internationaliste, G.B.L., G.A.R., J.S.R., Union Communiste, Lutte finale, a obtenu un sérieux et solide succès.

Plus de six cents travailleurs révolutionnaires de Paris et de la banlieue avaient répondu à l'appel des organisations. Dans une atmosphère de révolte contre le régime fauteur de guerre et contre ses soutiens sociaux, les états-majors socialiste, stalinien et syndicaliste de collaboration de classes, avec le sentiment de la gravité de l'heure pour la classe ouvrière, les militants présents ont marqué leur volonté, leur résolution d'empêcher le retour de la trahison, de la faillite des organisations prolétariennes en présence de la guerre impérialiste.

Les conviendrait du militarisme et de l'impérialisme français, Cachin et Thorez conquis, s'étaient bien gardés de venir à la barre. Sachant que la classe ouvrière révolutionnaire « les aura », ils redoutent d'ores et déjà l'établissement des comptes.

Nos camarades René Corvin, Lafont, Molinier, Treint, appuyés par les applaudissements de l'auditoire vibrant ont fait le procès de la politique de guerre de la bourgeoisie, montré, dénoncé la réalisation de l'union sacrée pour le massacre par les rabatteurs de chair humaine aux postes de commande de la machine-ennemi P.C., P.S., C.G.T. et exposant le programme des organisations révolutionnaires, ils tracèrent les devoirs de l'avant-garde dans les conditions possibles, probables de la guerre nouvelle.

Un ordre du jour a été adopté unanimement, sanctionnant ce prétexte positif d'un rassemblement véritable, large, cohérent, industriel, contre le carnage qui se prépare et contre ses responsables.

A la même heure se tenait le meeting de Japy des leaders de la Fédération syndicale internationale. Malgré un affichage massif, des distributions de tracts par milliers et des centaines de milliers de la part de toute la bureaucratie syndicale, dans les ateliers, les administrations, partout, à peine 6.000 auditeurs. Moitié des curieux, moitié des vieux syndiqués attendant autre chose que 1914. Vaine croyance. « Hitler veut la guerre... le fascisme l'ennemi... la Société des Nations... Pas une seule fois de toute la soirée ne fut prononcé le mot : capitalisme. Le Mertens, de la Commission belge, tint le plus pur langage impérialiste. Tout au long de ce meeting régna un froid qui soulignait une fois de plus l'échec des trompettes guerrières, à masque de leaders « ouvriers ».

Deux meetings, deux points de vue : les vieux chefs félons et jaloux n'ont pas réussi à faire oublier leurs crimes ; le renfort des chefs ex-



Les Russes émigrés à Paris envoient à Kalinine un télégramme disant : « Nous saluons chaleureusement notre peuple, son gouvernement et l'armée ».

Le créateur de l'armée rouge est exilé ; les premiers cadres de l'armée rouge tels Mouralov, les bolcheviks-léninistes sont déportés.

Unitaires devenus l'aile droite chauvine de la C.G.T., est déjà nettement discerné, jugé par les travailleurs. Tandis que du côté de la masse, des ateliers, des banlieues, des carnets-tandis parisiens, montait à la salle Albouy la force d'acier qui fera tomber l'édifice capitaliste, dès maintenant se fabrique à la coulée des heures que nous vivons, le parti communiste internationaliste, arme et espoir du prolétariat !

Luttes paysannes

Etats Généraux de la Paysannerie



Oui, Accord sans réserve avec Calvayrac et la Confédération Nationale Paysanne (C.N.P.) pour la réussite des Etats Généraux de la Paysannerie.

La paysannerie laborieuse, on peut la comparer à un large fleuve au courant irrégulier, paisible, ici, tourmenteux ailleurs et parfois ensablé. Sur ce courant et parfois à contre-courant évoluent gauchement les lourdes péniches du mouvement syndical agricole.

Nous avons de nombreuses critiques à formuler sur le syndicalisme agricole dans son état actuel. Présentement, les péniches sont coincées et contrecarrent le mouvement paysan. C'est un enchevêtrement inextricable et chacun se démène en jurant, à bord de chaque péniche, sans parvenir à rien. Les Etats Généraux peuvent et doivent être la lame de fond qui rompra violemment le barrage et donnera un essor nouveau au mouvement syndical, et mieux encore au mouvement paysan tout entier.

C'est pourquoi nous pensons que la préparation des E.G.P. doit être confiée à un comité provisoire, mais ne saurait être la prérogative de telle ou telle organisation.

Ce Comité doit, pendant quelques semaines, organiser sa propagande en faveur des E.G.P. et recueillir des adhésions, éditer un bulletin de presse destiné aux journaux agricoles et à la presse paysanne et régionale.

A ce comité pourront adhérer, même au-delà du 25 mars et jusqu'au rassemblement définitif, les isolés, les paysans désignés en assemblées populaires de villages, les bureaux de confédération et aussi les syndicalistes affiliés à ces confédérations ou les sections syndicales affiliées à ces syndicats, car une organisation paysanne n'est pas un parti centralisé et, par définition, les Etats Généraux sont une représentation directe de la masse, et non une représentation paritaire d'organisations.

Ceci étant dit à l'intention des dirigeants de la C.G.P. étalienne qui, plutôt que de donner simplement leur adhésion, ergotent mesquinement sur leurs différends avec Calvayrac. Vos histoires de boutiques, on s'en fout !



L'exploitation des chômeurs agricoles dans le Nord

Dans l'Aisne (arrondissements de Verrieres et Saint-Quentin), les ouvriers agricoles chômeurs reçoivent une allocation quotidienne de... 12 francs. Mais à la condition de travailler huit heures par jour à casser des cailloux sur les routes ou de s'occuper à divers travaux de réfection et de voirie.

Ce n'est plus l'aide au chômeur, c'est l'exploitation du chômeur.

Ajoutons qu'un père de famille ayant trois enfants à sa charge recevra en supplément une indemnité globale et quotidienne de... 2 francs.

SEINE-ET-OISE

Pourquoi nos engrais sont coûteux ?

On paie actuellement les nitrates aux environs de 90 francs. C'est cher.

L'importation du nitrate de soude au Chili est en effet strictement contingente ; et l'usine nationale de Toulouse travaille au ralenti à 50 p. 100 de son rendement normal, ce qui double le prix de revient.

Il faut savoir que l'acide nitrique est indispensable en cas de guerre pour l'industrie des explosifs. Les gouvernements successifs ont donc engagé des millions en d'énormes entreprises comme l'usine de Toulouse, qui ne peut tourner à plein rendement qu'en cas de conflit... et pour réserver le marché intérieur à ces usines, on a contingenté le nitrate du Chili.

Voilà pourquoi l'engrais est cher.

ARGENTEUIL

Démission du P. S.

Lettre envoyée au secrétaire de la section S.F.I.O., en date du 25-3-36, signée des camarades Desdouches, Jouanne, Gautier, Franconnet.

Camarade.

A la suite de la lettre du 14-3-1936 relative à la demande de contrôle déposée contre les camarades Gautier, Jouanne, Pievenou, Franconnet, Ribert, Moncarso, nous déclarons ne rien renier ni regretter des faits qui nous sont reprochés.

Partisans de la IV^e internationale, nous avons participé à la constitution de la section française, le Parti Communiste Internationaliste, auquel nous donnons notre adhésion. En conséquence, nous ne demandons de ne plus nous considérer comme membres de la section S.F.I.O.

De tous côtés, nous sommes hautement l'entière responsabilité devant la section comme devant les travailleurs d'Argenteuil, et considérons avoir agi en pleine conscience et sans événements chaque jour justifiant l'attitude.

Nous n'avons plus rien de commun avec un parti qui réserve tous ses coups contre ceux qui pensent et agissent en révolutionnaires. Alors que les députés socialistes Blum, l'an passé, Spinasse, dorénavant, peuvent déclarer du haut de la tribune du parlement (bien que le parti se soit toujours refusé de prendre position en cas de guerre), que l'on mettrait sac au dos, que nous, socialistes, sommes prêts à défendre notre pays, notre patrie avec toutes ses grandeurs et ses injustices ; que le groupe parlementaire, le 6 décembre dernier et sans avoir consulté le parti, ait accepté la réconciliation avec les pires ennemis de la classe



Contre le pouvoir soviétique dirigé par Lénine et Trotsky, les Russes blancs pratiquent le défaitisme, s'allient aux Allemands et aux Alliés pour envahir le territoire soviétique.

ouvrière et voté des décrets-lois au nom desquels La Commune est poursuivie aujourd'hui, pour avoir écrit le jour de l'attentat contre Blum, « que les ouvriers étaient prêts à régler une fois pour toutes le compte, pour de bon, aux La Trocques, Daudet, et à leurs bandes.

Se faire devant de telles trahisons, au moment où la guerre menaçait de plus en plus, équivaudrait à une lâcheté.

A chacun de prendre ses responsabilités. Reçois, camarade, notre salut communiste internationaliste.

FRANCONNET, JOUANNE, DESDOUCHES, GAUTIER.

Elevage et dressage de chiens de toutes races. Achat et Vente. Chenil de Chambieres. Tous renseignements : à Becker, 20, rue Coislin, Metz.

LA VIE DU PARTI

Tous les rayons doivent, chaque semaine, envoyer un compte rendu de leur activité, de leurs progrès ou faire part de leurs difficultés. Ainsi, le Centre pourra informer l'ensemble du Parti.

Le B.P. communique que le compte rendu de la conférence des 7 et 8 mars dans un bulletin à couverture verte est stalinien et étranger à l'organisation.

Comité central du 23 mars : Tous les membres du C.C. étaient présents, sauf un membre excusé.

1. Décision d'un communiqué à la Presse sur poursuites contre La Commune ;

2. Approbation de la division en rayons de la région parisienne ;

3. Aperçu du travail engagé en province et à Paris, partout, bon départ de notre formation ;

4. Après un débat sur la situation politique, les tâches et une répartition du C.C. en commission de travail, le C.C. décide de présenter des candidats partout où nous aurons les possibilités matérielles d'un groupe. Ce candidat, sur la base de notre programme, se présentera aux suffrages ;

Désignation est faite des candidats pour la province, douze arrondissements de Paris et plusieurs communes de banlieue.

5. En rapport administratif est adopté, sur les attributions de la commission administrative ;

6. Une discussion s'engage sur une lettre du Secrétariat international, et le C.C. prend les mesures nécessaires pour faciliter une prochaine unification. Texte communiqué aux groupes.

Bureau politique du 23 mars. Questions traitées : 1. Adoption du projet de réponse au S.I. 2. Examen de la correspondance. 3. Organisation du travail courant ; 4. Travail paysan.

ches, nos tracts ont partout suscité beaucoup d'attention.

A Metz, hurlement de la presse bourgeoise : l'ennemi véritable, le prolétaire lorrain, est touché par le parti de la révolution. Et contre cela, pas de ligne Maginot !

Dans les Ardennes, tracts, papillons ont porté ; la bourgeoisie de Nouzville trouve que le « fameux M. » est beaucoup plus rouge que Lareppe, le maire de Nouzville, qui demande aux pou-

novel envoi d'affiches, soutien du parti par les J.S.R., des adhésions (dont celles du comité contre l'Union sacrée avec le J.B.L., les J.S.R., les anarchistes et la minorité de l'U.F.E.

Dans les Ardennes, tracts, papillons ont porté ; la bourgeoisie de Nouzville trouve que le « fameux M. » est beaucoup plus rouge que Lareppe, le maire de Nouzville, qui demande aux pou-



NOTRE CONFERENCE CONSTITUTIVE DES 7 ET 8 MARS

Un coin de la salle

tration se fait si difficilement, il reste encore plus d'une tête forte, qui n'a pas oublié, qui ne renie rien. D'autres groupes se forment.

Au Havre, meeting vendredi avec les anarchistes, préparé avec effort.

Pour Lille, fief de Salengro, entre de la puissante région stalinienne du Nord,

voirs publics de payer des masques à gaz à toute la population ouvrière.

A Lyon, travail de défrichage systématique.

Ailleurs, en grande banlieue, en Dordogne, dans le Puy-de-Dôme, etc., il y a de nouvelles formations. L'élan est donné, il se poursuivra.

Militant du P.C.I.

Pas une réunion sans « la table des brochures et des adhésions ».

Tout groupe a-t-il pris connaissance du procès-verbal du C.C. ?

Chaque semaine, le compte rendu de ton activité !

La région sud parisienne s'est constituée à une réunion tenue le mercredi 25. Un bureau a été désigné ; deux rayons ont été constitués, l'un pour les 5^e et 14^e arrondissements et la banlieue avoisinante, l'autre pour les 15^e et 16^e arrondissements. Des responsables ont été désignés pour diverses tâches (journal, etc.), le travail fixé pour la semaine à venir. Une discussion a eu lieu au sujet de l'attribution de l'avant-garde prolétarienne.

La région sud, en outre, décide de renouveler la proposition au G.B.L. et aux J.S.R. de défendre en commun la candidature Levaque à Plaisance.

P. C. I.

Section de Lille

La section qui vient d'être constituée a déjà accompli un travail sérieux de propagande. Nos affiches ont suscité beaucoup de commentaires ; notre journal commence à bien se vendre. Des adhésions sont faites, d'autres suivront ; un grand nombre de liaisons ont été faites.

Nous voulons faire encore mieux ; il faut que notre section devienne très puissante avant peu de temps ; une active propagande va être entreprise dans ce sens.

Dans sa première réunion, notre section a déjà examiné son premier bilan d'activité. Les camarades présents ont montré leur satisfaction du travail accompli et sont décidés à persévérer. Pour une section de plus en plus forte, en avant !

Mardi 31 mars, assemblée générale au lieu convenu, à 20 heures.

LE BUREAU.

Pour les adhésions et renseignements, écrire à De Frey Eugene, 31, rue de Douai, Lille.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Parade électorale ? Non

Position de classe

Pour nos militants, des faits, des arguments...

Face à la proximité de la période électorale, les cours marxistes sont transformés en deux assemblées d'éducation et d'information en prévision de la campagne électorale.

Première séance : LUNDI 30 MARS

Salle Benoît, 75 Fbg St-Martin

Sujet traité : La situation politique, les partis, les arguments à employer, les arguties à combattre.

Chaque cellule doit désigner ses propagandistes

LES JEUNES

Un programme pour conquérir la jeunesse ouvrière à la révolution

JEUNESSE laborieuse, qui est surexploitée dans la production capitaliste quand elle y trouve du travail, qui, le plus souvent ne trouve plus aucune place aujourd'hui dans la production, son sort est encore plus misérable que celui des travailleurs adultes.

Sur elle pèse encore la menace effrayante de la guerre. De un an, le service est monté à deux ans, et la prochaine dernière guerre, fraîche et joyeuse, pourrait le prolonger, comme pour ceux de 1914, à 5, 6, 7 ans aux rares survivants de la jeunesse d'alors.

Aigrie, inquiète de son avenir, la jeunesse cherche une voie. Et les vieux partis, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche la flattent, lui préconisent « l'union de tous les jeunes Français », exploitant ainsi son inexpérience politique pour leurs desseins plus ou moins avouables.

L'opération se fait sur une grande échelle; le congrès de Marseille de la J.C. n'a fait qu'accroître l'orientation sur cette voie. Du poing jadis tendu contre les jeunes socialistes, on en est arrivé à la main tendue aux jeunes fascistes.

Dans les tâches du Parti communiste internationaliste vient en premier plan le développement d'un fort mouvement de jeunes, combattif, antimilitariste, internationaliste. Son appui aux Jeunes Socialistes Révolutionnaires sera total. Pour le prochain congrès de celles-ci, ceux des membres du Parti qui adhèrent aux J.S.R. ont préparé les éléments nécessaires pour dresser un programme révolutionnaire de jeunes.

Égalité des jeunes et des adultes, sans distinction de nationalité, de race ni de sexe; droits égaux aux jeunes chômeurs; interdiction des travaux insalubres; lutte contre les 2 ans, pour les droits politiques aux soldats; revendications des jeunes paysans; revendications pour toutes les catégories de jeunes exploités. Dans la partie de *La Commune* réservée aux jeunes, nous traiterons successivement tous ces chapitres.

Parce que la plus exploitée, parce que peu attachée aux traditions des vieux partis, la jeunesse, malgré son inexpérience, malgré tout le handicap que la crise fait peser sur elle, peut donner et donnera les cadres militants les plus valeureux de la lutte révolutionnaire.

L'exemple de la jeunesse pendant la guerre, les exemples des mutins de Calvi, des condamnés de Mayence auront leur continuation dans la jeunesse d'aujourd'hui. Le plus bel exemple de courage prolétarien, dans ces derniers mois, c'est celui du jeune Chevalier qui, pendant l'émeute de Brest, alla décrocher le drapeau tricolore de la préfecture maritime.

Les Chevaliers répondront nombreux à l'appel du Parti Communiste Internationaliste.

Avec les jeunes frappés par la répression

« Révolution » est à nouveau poursuivie pour avoir pris la défense des jeunes travailleurs sous l'uniforme. Nous sommes solidaires de « Révolution ». Aucune répression bourgeoise ne saurait empêcher la propagande révolutionnaire de pénétrer dans les casernes et les forteresses où triment des centaines de milliers de jeunes travailleurs.

L'instruction contre notre camarade Levacque est close. Il est donc probable que le tribunal aura à juger bientôt. Pour arracher Levacque à la bourgeoisie, tous les jeunes meneront l'agitation la plus intense pour une action de classe.

Ordre du jour voté par la 12^e cellule J.S.R.

La 12^e cellule J.S.R. s'élève contre l'inculpation du camarade Melchior pour suivi par la justice bourgeoise comme étant du journal « La Commune », qui a publié un article appelant le prolétariat à s'armer contre les bandes fascistes et les ennemis de la classe ouvrière. Elle se déclare solidaire du camarade Melchior et ne peut qu'approuver l'article incriminé.

Nous avons reçu des articles de camarades étudiants que nous ne pouvons passer faute de place. Nous nous en excusons; l'action des jeunes doit aussi se poursuivre dans ce milieu.



VIVE LA JOIE !

Marseille, la belle ville où les J. C. tintrent un « beau » congrès. La camarade Danielle parla du travail parmi les jeunes filles. Que d'enthousiasme elle suscita : on lui jeta des fleurs, tout comme pour Mistinguet ou Cécile Soré.

Il reste encore des provocateurs trotskistes pour parler de spectacle à propos de ce prétendu congrès ! Il faut vraiment qu'ils soient de mauvaise foi.

Et ces mêmes provocateurs osent se moquer des jeunes filles communistes qui, du clochard nous le signale avec éloges, tricotent pour les malheureux. A quand le concours d'émulation avec ces demoiselles des patronages catholiques, apostoliques et romains ?

Ils furent obligés de parler des J.S.R. C'est Smadja (Paris-Ville) qui s'illustra, en attaquant le trotskisme, diviseur des jeunes !

Néanmoins, il estime la base des J.S.R. saine et espère la gagner dans l'union révolutionnaire commune. Sans chefs bien-aimés, vénérés et bureaucratés.

Dans les Jeunesses socialistes, les jeunes à la Suzanne Buisson croyaient pouvoir s'occuper de leur éducation et de leurs loisirs après s'être débarrassés des turbulents J.S.R. Mais ça ne va pas encore. Il reste des J.S. qui veulent défendre Levacque, s'entendre avec les J.S.R. Il n'y a vraiment qu'un moyen, petite le citoyen Zyronski, et ce moyen, c'est l'ingénuité personifiée par le citoyen Lagorrette. Une deuxième charrette se prépare pour le congrès de Moulins. Sérieuse leçon pour ceux qui ont cru pouvoir faire quelque chose dans la « vieille maison ».

Une organisation de jeunes s'est intitulée J.E.U.N.E.S. Toute son originalité s'est épuisée à composer cette abréviation. Le groupe J.E.U.N.E.S. a cru que La Jeunesse, organe théorique (1) des J.C. rapprochait les J.E.U.N.E.S. des trotskistes et il s'en est ému. « Il n'y a pas de place pour eux chez nous », écrit un certain camarade Jessy. Nous sommes d'accord; nous n'avons pas le goût pour faire des mots croisés ou résoudre des rébus.

Le Lyon Républicain, organe de gauche lyonnais, a ouvert une page des Jeunes où s'imprimait, dans une tribune libre, des membres de diverses organisations de Jeunesses. Une controverse entre notre camarade Colliard et le jeune communiste Mic s'y est trouvée publiée. Notre camarade dénonce en termes vigoureux la politique de collaboration de classes et propose aux J.C. un grand débat public. Le jeune communiste Mic n'a trouvé à répondre que la jeunesse n'a que faire d'un jugement sur la deuxième ou la troisième Internationale; il appelle à l'union des jeunes générations françaises et se dérobe quant à la controverse. Ses camarades du 17^e, à Paris, préfèrent en faire avec les J.P.

Impr. spéc. de la commune 9, R. Louis-le-Grand, Paris-2^e le gérant : G. Van Heijnoort.

Leurs revendications et leurs luttes

LE HAVRE
AUX Forges et Chantiers de la Méditerranée, les jeunes font les mêmes travaux que les adultes. Alors que les adultes gagnent péniblement 3 fr. 60 de l'heure, l'exploitation des jeunes de 18 ans par le « haut patronat » est des plus rapaces. Pour le même rendement de travail, les jeunes gagnent de 2 fr 50 à 2 fr. 80 de l'heure. En s'unissant et en s'organisant, les jeunes doivent lutter avec succès pour avoir, à travail égal, le même salaire que les adultes.

SAINT-NAZAIRE
Chez Vallée, l'apprentissage dure trois ans. Le jeune ne touche pas de salaire. Un prêt de 6 francs par quinzaine lui est alloué les six premiers mois ! Le prêt atteint un maximum de 35 francs par quinzaine pendant les derniers six mois de l'apprentissage. La moitié de ce prêt est payée chaque quinzaine. L'autre moitié est déposée par le patron sur un compte spécial et versée au bout de trois ans à l'apprenti.

En cas de départ ou de renvoi l'apprenti est frustré de la retenue faite par le patron.

Un tel contrat doit être aboli; une campagne violente doit se faire pour empêcher un tel brigandage.

LA JEUNESSE PAYSANNE
Le garçon de cour, la pupille de l'assistance publique triment durement dans les fermes, du petit jour à la nuit tombée, sans pouvoir trouver l'appui nécessaire pour faire respecter la réglementation du travail et les conditions élémentaires de nourriture et d'hygiène.

Le fils ou la fille du petit propriétaire-travailleur en famille, mais c'est

Les jeunes, l'Internationale et la guerre

Relevé un article de *La Bataille des P.T.T.* qui « stigmatisait une petite salété trotskyste parue dans *Le Ralliement*, et mettant froidement sur le même plan l'Humanité et l'Action française. » Point n'est besoin d'être trotskyste pour déceler et dénoncer la trahison communiste-stalinienne « qui fait bon marché des doctrines constantes de l'Internationale ». Cette dernière phrase est extraite d'un remarquable article de Gandillac dans *Sept*, hebdomadaire catholique. Gandillac ne prétend sans doute pas convertir ses lecteurs au marxisme, il n'en écrit pas moins que « sincères ou non, les communistes parlent au sujet de l'Alle-



« Réconciliation » à Biribi

par leur labeur non rétribué — comment le vieux pourrait-il les payer ? — qu'ils assurent le maintien de cette propriété rurale chère à nos sociologues bourgeois.

Les maladies sociales — cancer et tuberculose notamment — fauchent plus largement que jamais parmi les paysans, en raison des taudis, de la mauvaise hygiène, du surmenage et de la sous-alimentation. Mais sait-on que l'adulte ne disparaît pas prématurément si, enfant ou adolescent, l'examen médical périodique pouvait avoir lieu ? Mais la surveillance et les soins médicaux ne sont pas un service social en régime capitaliste et la jeunesse paysanne, à cet égard, reçoit moins de soins préventifs qu'un bœuf ou un cheval.

Enfin l'esprit a, lui aussi, ses droits. Mais n'est-ce pas au village plus qu'ailleurs que pèse l'emprise de l'enseignement officiel minimisé, réduit à quelques lectures expurgées et à quelques cours d'une pauvre technique agricole qui date d'Olivier de Serres ?

C'est avec de tels procédés que la bourgeoisie, par l'exploitation et les soins médicaux ne sont pas un service social en régime capitaliste et la jeunesse paysanne, à cet égard, reçoit moins de soins préventifs qu'un bœuf ou un cheval.

LE 5 AVRIL

Camarades, encouragez les jeunes ! Venez assister, le 5 avril, à 17 h. 30, à la Grande fête des Pionniers rouges, Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Entrée, 3 fr.; chômeurs et enfants, 50 centimes. On peut avoir des billets aux bureaux du journal, 66, faubourg Saint-Martin, de 16 h. à 20 h.

magne le langage même de Maurras. La croisade contre le fascisme hildénien aboutira, dit-il, aux mêmes résultats qu'une croisade contre le communisme ».

On ne peut mieux dire que le Front Populaire pousse le prolétariat français contre le prolétariat allemand. Gandillac dénonce le député communiste Péri qui, à la Chambre, prêche cette « croisade » et il invite « le matérialisme dialectique de Marx à mettre ses disciples en garde contre ce mythe ».

Que les camarades de *La Bataille des P.T.T.* entendent ce langage venu de l'autre côté de la barricade. Il est fait pour troubler les fidèles du Front populaire. Au moment où la guerre menace, les jeunes ne réagissent-ils pas ? Attendent-ils du Front populaire des miracles impossibles ? C'est à nous, aux jeunes, de lutter, à nous qui sommes, qui serons les premières victimes, à droite et à gauche du Rhin.

Nous appelons les jeunes à la IV^e Internationale, au Parti Communiste Internationaliste qui, seul, dans le chaos actuel, leur donne des mots d'ordre clairs, un programme précis, et montre la voie juste pour la lutte contre la défense nationale, l'union sacrée et la guerre.

Les soldats avec nous

La Jeunesse communiste abandonne la lutte de classes, pour réaliser « L'Union de la Jeunesse Française », même avec les J. P. et V. N., trahissant ainsi les intérêts de la jeunesse prolétarienne en l'entraînant dans la collaboration de classe.

C'est le moment de rappeler l'époque où Poincaré-la-guerre, de sinistre mémoire, fit occuper la Ruhr, en 1923, par les troupes françaises; c'est le moment de rappeler la lutte antimilitariste acharnée que menèrent alors les J. C., inscrivant une page héroïque dans l'histoire des luttes de la jeunesse révolutionnaire contre les brigandages impérialistes.

C'est en démontrant la différence entre les J. C. d'hier et les soi-disant J. C. d'aujourd'hui, indiquant la tâche actuelle de la jeunesse révolutionnaire au moment où les troupes occupent la ligne Maginot.

La volonté et le dynamisme révolutionnaires déployés par les Jeunesses communistes de France et d'Allemagne en 1923, lors de l'occupation de la Ruhr, amenèrent, en résultat, la fraternisation des soldats français avec les ouvriers allemands alors en grève.

Les Jeunes qui luttèrent à cette époque sur le véritable terrain de la lutte de classes eurent à subir la plus féroce des répressions.

En octobre 1923, cinq jeunes furent arrêtés à Herne; suspectés de propagande antimilitariste, on les soumit à la torture.

L'un d'eux, le camarade Dokowsky, lorsqu'il se vit faiblir sous les coups, préféra se suicider que de trahir ses camarades.

La jeunesse d'aujourd'hui doit s'inspirer et suivre la même voie que montrèrent les jeunes de la Ruhr.

La menace d'une nouvelle guerre doit intensifier la propagande dans l'armée où le jeune prolétaire sous l'uniforme est brimé.

La lutte contre les deux ans doit être entamée vigoureusement et, avec acharnement, jusqu'au bout, afin de réduire la durée du temps de service.

Lutter en même temps pour le prêt à 2 francs, qui est un minimum pour un service obligatoire.

Partout, rappeler aux jeunes prolétaires sous les drapeaux qu'ils doivent, en tous les cas, fraterniser avec leurs frères, victimes de l'exploitation du capitalisme dans le monde, ne pas se servir des armes contre leur classe mais pour elle.

Jeunes ouvriers ! formez des comités de soutien de soldats pour lutter en vue de l'amélioration de leur sort, et pour coordonner vos efforts aux leurs dans une lutte implacable contre l'impérialisme.

PAGES D'HISTOIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Le nouveau pouvoir après la révolution de février 1917 en Russie

entendu. De toute évidence, seul le haut procureur du Saint-Synode, un Lvov, riche en imprécisions, homonyme du premier ministre, mais non prince, s'indigna violemment et même déclara les traités « dignes de bandits et de filous », par quoi il provoqua indubitablement un sourire indulgent de Milioukov (« l'homme de la rue est bête ») et la proposition de passer simplement à l'ordre du jour. La déclaration officielle du gouvernement promettait la convocation de l'Assemblée constituante dans le plus court délai, lequel délai, pourtant, n'était pas, intentionnellement, fixé. Il n'était point question de la forme de l'Etat; le gouvernement espérait encore restaurer le paradis perdu de la monarchie. Mais en réalité la déclaration consistait en l'obligation de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire et « de remplir immanquablement les conventions secrètes signées avec les Alliés ». En ce qui concernait le plus terrible problème de l'existence populaire, la révolution avait eu lieu seulement, semblait-il, pour déclarer : tout reste comme par le passé. Comme les démocrates donnaient à la reconnaissance du nouveau pouvoir par l'Entente une signification mystique : — le petit commerçant n'est rien tant qu'une banque ne l'a pas reconnu solvable. — le Comité exécutif encaissait en silence la déclaration impérialiste du 6 mars. « Pas un organe officiel de la démocratie », déclarait un an plus tard Soukhanov, d'un ton désolé, — ...ne réagit publiquement devant l'acte du Gouvernement pro-

visoire qui déshonora notre révolution des sa naissance aux yeux de l'Europe démocratique. »

Le 8 sortit enfin du laboratoire ministériel un décret d'amnistie. A ce moment, les portes des prisons avaient déjà été ouvertes dans tout le pays par le peuple, les déportés politiques rentraient dans un immense courant de meetings, d'enthousiasmes, de musiques militaires, de discours et de fleurs. Le décret eut le retentissement d'un écho tardif des chancelleries. Le 12 fut proclamée l'abrogation de la peine de mort. Quatre mois plus tard, la même peine fut rétablie pour les soldats. Kérénsky avait promis d'élever la justice à une hauteur inconnue. Dans un accès de zèle, effectivement, il fit admettre une proposition du Comité exécutif préconisant l'admission de représentants des ouvriers et des soldats comme membres des justices de paix. Ce fut la seule mesure par laquelle on sentit battre le cœur de la Révolution, mesure qui provoqua par conséquent l'épouvante de tous les ennemis de la Justice. Mais là s'arrêtèrent les frais. Un homme qui occupait, auprès de Kérénsky, un poste élevé dans le ministère, l'avocat Démanov, « socialiste » lui aussi, déclara, d'après ses propres termes, de s'en tenir au principe du maintien en place de tous les anciens fonctionnaires : « la politique du gouvernement révolutionnaire ne doit vexer personne sans nécessité. » Ce fut essentiellement la règle de tout le Gouvernement pro-

visoire qui craignait par-dessus tout d'offenser quelqu'un parmi les classes dirigeantes, même la bureaucratie tsariste. Non seulement les juges, mais même les procureurs du tsar restèrent en place. Bien entendu, les masses pouvaient s'en fâcher. Mais cela, c'était l'affaire des soviets; les masses n'entraient pas dans l'horizon du gouvernement.

Une sorte de souffle d'air frais venait seulement d'un personnage déjà nommé, le haut-procureur à tempérament Lvov, qui faisait des rapports officiels sur les « idiots et les coquins » installés au très-saint Synode. Les ministres n'étaient pas sans s'en alarmer ces savoureuses appréciations, mais le Synode restait une institution d'Etat. La composition même du Synode fut conservée : la Révolution ne doit se disputer avec personne.

Et continuèrent à tenir des séances, ou, du moins, à toucher leurs honoraires, les membres du Conseil d'Etat, fidèles serviteurs de deux ou trois empereurs. Ce fait prit bientôt une signification symbolique. Dans les usines et les casernes, on protestait bruyamment. Le Comité exécutif s'agitait. Le gouvernement employa deux séances à discuter du sort et des honoraires des membres du Conseil d'Etat, et ne put aboutir à aucune décision.

Les ministres raspoutiniens étaient encore en forteresse, mais le Gouvernement provisoire s'empressa de leur fixer des pensions.

Cela prenait le ton ou d'une raillerie, ou d'une voix de l'autre monde.

Les sénateurs continuaient à somnoler dans leurs uniformes chamarrés, et quand le sénateur de gauche Sokolov, récemment élevé à cette dignité par Kérénsky, osa se présenter en redingote noire, il fut tout simplement expulsé de la séance; les sénateurs du tsar n'avaient pas peur de se brouiller avec la Révolution de Février, lorsqu'ils se convainquirent que le gouvernement de cette Révolution n'avait point de dents.

Jadis, en Allemagne, Marx vit la cause de l'éroulement de la Révolution de Mars en ceci que le mouvement avait « seulement réformé le plus haut sommet politique, tandis qu'il ne touchait nullement toutes les couches sous ce sommet — la vieille bureaucratie, la vieille armée, les vieux juges, nés, éduqués et blanchis au service de l'absolutisme ». Les socialistes du type de Kérénsky ont cherché le salut là où Marx voyait la cause de la perte. Les marxistes menchéviks étaient avec Kérénsky et non avec Marx.

Le seul domaine dans lequel le gouvernement montra de l'initiative et prit une allure révolutionnaire fut sa législation sur les sociétés par actions : un décret de réforme fut promulgué dès le 17 mars. Les restrictions nationales et confessionnelles ne furent abrogées que trois jours plus tard. Dans la composition du gouvernement, il y avait un bon nombre de personnes

qui, sous l'ancien régime, n'avaient guère souffert que des imperfections du système des sociétés par actions.

Les ouvriers exigeaient impatiemment la journée de huit heures. Le gouvernement fit semblant d'être sourd des deux oreilles. On était en temps de guerre, tout le monde devait se sacrifier pour la patrie. D'ailleurs, c'était l'affaire du Soviet de calmer les ouvriers.

Plus menaçant encore était la question de la terre. Là, il fallait faire au moins quelque chose. Harcelé par les prophètes, le ministre de l'Agriculture, Chingarev, prescrivit de créer des comités agraires locaux, sans déterminer, par circonspection, leurs fonctions et leurs tâches. Les paysans s'imaginèrent que les comités devaient leur remettre les terres. Les propriétaires de domaines estimaient que les mêmes comités devaient protéger leurs possessions. C'est ainsi que, dès le début, le régime de Février se sentit serré au cou par le nœud du moujik, plus impitoyable que tous autres liens.

D'après la doctrine officielle, toutes les questions d'ou sorti la Révolution étaient ajournées jusqu'à l'Assemblée constituante. La volonté nationale pouvait-elle être prévenue par les irréprochables démocrates constitutionnels qui n'avaient pas réussi, hélas ! à la faire chevaucher par Michel Romanov ? La préparation de la future représentation nationale, entre temps, se faisait avec un tel sérieux bureaucratique et des lenteurs si calculées que l'Assemblée Constituante même tournait au mirage. C'est seulement le 25 mars, presque un mois après l'insurrection — un mois de révolution — que le gouvernement décida de former, pour l'élaboration de la loi électorale, une encombrante Conférence spéciale. Mais cette assemblée ne s'ouvrit point.

L. TROTSKY.